



# Revue de presse



Jeudi 16 Janvier 2025



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Ministère des Finances: réunion sur l'activité de capital-investissement



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé mercredi une réunion de coordination visant à examiner l'état des lieux de l'activité de capital-investissement en Algérie et à identifier les voies de son renforcement pour mieux répondre aux besoins de financement de l'économie nationale.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## **Réunion du Gouvernement: plusieurs secteurs à l'ordre du jour**

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé mercredi à Alger, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs aux secteurs des forêts, et de l'hydraulique, ainsi que le développement du cadre réglementaire relatif aux modalités d'homologation des dispositifs médicaux et la réforme de la formation professionnelle, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

"Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 15 janvier 2025, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen du cadre réglementaire relatif à l'inventaire des richesses forestières nationales et des différents plans de développement, d'aménagement et de gestion, qui en découlent, devant permettre d'assurer une meilleure gestion et une exploitation durable du patrimoine forestier national, et ce, conformément aux dispositions de la loi 23-21 relative aux forêts et aux richesses forestières.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## **L'introduction de la Banque de Développement Local en bourse, une opération stratégique**

Le Directeur général de la Bourse d'Alger Yazid Benmouhoub a déclaré, mercredi à Mostaganem, que l'introduction de la Banque de Développement Local (BDL) en Bourse est une opération stratégique visant à augmenter le capital de la Bourse et à renforcer son rôle en tant que l'une des solutions de financement les plus importantes pour les entreprises.

Lors d'une rencontre d'information sur "l'ouverture du capital de la Banque de Développement Local", M. Benmouhoub a précisé que cette institution bancaire est la deuxième banque publique à entrer en Bourse d'Alger, après l'introduction du Crédit Populaire d'Algérie (CPA) en 2024.

## Réunion sur l'activité de capital-investissement en Algérie



Laaziz Faid a présidé, mercredi, une réunion de coordination visant à examiner l'état des lieux de l'activité de capital-investissement en Algérie.

Cette réunion a regroupé les directeurs généraux des sociétés de capital-investissement (SCI), des banques publiques actionnaires de ces sociétés, ainsi que le directeur général du Trésor et de la comptabilité, selon un communiqué du ministère des Finances.

## Pour un partenariat avec l'UE équilibré mutuellement bénéfique

Pour un partenariat avec l'UE équilibré mutuellement bénéfique grâce à la révision de l'Accord d'association.

La révision de l'accord d'association avec l'Union européenne (UE) semble suivre un processus son cours normal. D'ailleurs le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé mardi une réunion consacrée au suivi de l'état d'avancement des préparatifs en prévision des prochaines négociations entre les 2 parties.



## Le prix du pétrole grimpe

Le prix du pétrole grimpe avec une demande plus forte que prévu.

Les cours du pétrole ont bondi mercredi, propulsés par la révision à la hausse par l'Agence internationale de

l'énergie (AIE) de la demande au quatrième trimestre 2024.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, a progressé de 2,64% à 82,03 dollars, au plus haut depuis juillet 2024.



## Faid rappelle le rôle stratégique du capital-investissement dans le financement de l'économie algérienne



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé, ce mercredi, une réunion réunissant les directeurs généraux des sociétés de capital-investissement, les représentants des banques publiques actionnaires de ces sociétés, ainsi que le directeur général du Trésor et de la Comptabilité. L'objectif de cette rencontre était d'examiner la situation du capital-investissement en Algérie et de définir les mesures nécessaires pour renforcer son rôle dans le financement de l'économie nationale.



## Ministère des Finances : réunion sur l'activité du private equity



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé mercredi une réunion de coordination visant à examiner l'état de l'activité du capital-investissement en Algérie et à identifier les moyens de la renforcer pour mieux répondre aux besoins de financement de l'économie nationale.

Selon un communiqué du ministère, cette réunion a réuni les directeurs généraux des sociétés de capital-investissement (SCI), les banques publiques actionnaires de ces sociétés, ainsi que le directeur général du Trésor et de la Comptabilité.



## Réunion du gouvernement : La feuille de route du Président suivie à la lettre

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a placé son mandat sous le signe du développement économique, s'engageant à diversifier l'économie algérienne au-delà des hydrocarbures.

En 2025, l'économie algérienne devrait connaître une croissance globale d'environ 4,5%, avec des secteurs clés, tels que l'agriculture et l'industrie, affichant des croissances respectives de 4,4% et 6,2%. Cette dynamique est soutenue par des efforts pour renforcer les secteurs hors hydrocarbures, qui devraient enregistrer une croissance de 5%.



## **Révision de l'Accord d'association Algérie - UE - Objectif : Une relation gagnant-gagnant**

L'Algérie peut-elle transformer l'accord d'association avec l'Union européenne en véritable levier de développement économique et de souveraineté stratégique ? Cette question était au cœur de la récente réunion présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, consacrée à la révision imminente de cet accord, signé en 2002 et appliqué depuis 2005.

Cette démarche vise à repositionner l'Algérie sur l'échiquier économique régional et international, tout en corrigeant les déséquilibres structurels de cet accord, estiment des experts algériens.



## **Introduction de la Banque de Développement Local en bourse : Une opération stratégique**

Le directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, a déclaré, hier à Mostaganem, que l'introduction de la Banque de Développement Local (BDL) en Bourse est une opération stratégique visant à augmenter le capital de la Bourse et à renforcer son rôle en tant que l'une des solutions de financement les plus importantes pour les entreprises.

Lors d'une rencontre d'information sur «l'ouverture du capital de la Banque de Développement Local», M. Benmouhoub a précisé que cette institution bancaire est la deuxième banque publique à entrer en Bourse d'Alger, après l'introduction du Crédit Populaire d'Algérie (CPA) en 2024.



## **Une start-up en bourse : historique !**

Après la léthargie et une période d'atonie, la Bourse d'Alger est entrée depuis peu dans une période caractérisée par des résultats très importants, voire exceptionnels. Ces performances ont été rendues possibles sous l'impulsion donnée par le processus d'introduction de banques publiques et d'une startup, enclenché par les pouvoirs publics.



### Taux de change officiel : L'Euro en baisse

Les cotations commerciales de la banque d'Algérie, valables du 14 au 16 janvier, indiquent que la monnaie européenne a reculé, s'établissant à un taux d'achat de 135,97 dinars et à un taux de vente de 135,99 dinars. Le dollar américain, lui, est resté très stable, s'établissant à 139,44 dinars à l'achat et 139,47 dinars à la vente.

Au square port-Saïd, l'euro, affichant une relative stabilité, s'échange à 250 dinars à l'achat et 254 dinars à la vente. Le billet vert, quant à lui, enregistré une légère hausse, atteignant 242 dinars à l'achat et 246 dinars à la vente.



### Actions BDL : pourquoi, comment et où acheter ?

A partir du lundi 20 janvier, la Banque de développement local (BDL), banque commerciale jusqu'ici étatique à 100%, proposera à la vente un total de 44 200 000 actions, correspondant à une fraction de 30% de son capital social. Il s'agit d'actions nouvelles et non de celles déjà existantes et détenues par l'Etat.

Des actions qui seront donc cédées en public, dans le cadre d'une opération d'augmentation du capital social de la banque à travers une levée de fonds sur le marché boursier par Appel public à l'épargne (APE). En clair, la banque cédera des actions en public, c'est-à-dire des titres de capital, afin de récolter les fonds nécessaires à l'augmentation de son capital social et de conforter ainsi son assise financière, déjà solide, et ce, dans le but de renforcer son infrastructure et d'améliorer davantage son activité crédit et son apport au financement de l'économie nationale.

# Econostrum

## La nouvelle loi sur le marché financier finalisée : une étape clé pour l'économie algérienne

La nouvelle loi sur le marché financier algérien modernise le cadre réglementaire, introduit des instruments innovants (sukuks, finance verte) et simplifie les démarches via un guichet unique. Elle vise à dynamiser la Bourse, soutenir les PME et attirer investisseurs locaux et internationaux, renforçant ainsi la transparence et l'inclusion économique.

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a annoncé la finalisation de la nouvelle loi sur le marché financier lors d'un événement marquant : l'introduction en Bourse de la start-up Moustachir le 13 janvier 2025. Ce texte ambitionne de moderniser le cadre réglementaire actuel, représenté jusqu'à présent par le décret 93-10, pour renforcer l'attractivité de la Bourse d'Alger et diversifier les sources de financement de l'économie nationale.

La réforme inclut plusieurs mesures structurantes, parmi lesquelles l'autorisation pour les compagnies d'assurances de jouer un rôle d'intermédiaires en opérations boursières (IOB). De plus, elle introduit des innovations majeures comme les sukuks islamiques et les instruments de finance verte, reflétant une volonté d'aligner la finance algérienne sur les standards internationaux. Ces changements visent à capter une diversité d'investisseurs, locaux et internationaux.



وزارة المالية: اجتماع عمل حول نشاط رأس المال الاستثماري



ترأس وزير المالية, لعزیز فايد, اليوم الاربعاء, اجتماع عمل خصص لدراسة وضعية نشاط رأس المال الاستثماري في الجزائر وتحديد السبل الكفيلة بتعزيزه للاستجابة بشكل أفضل لاحتياجات تمويل الاقتصاد الوطني.

وضم هذا الاجتماع, وفقا لبيان للوزارة, المدراء العامين لشركات رأس المال الاستثماري والبنوك العمومية المساهمة في هذه الشركات, إلى جانب المدير العام للخزينة والمحاسبة.

وفي كلمته الافتتاحية, أكد وزير المالية على الأهمية "الاستراتيجية" التي توليها الحكومة لتحسين وتنوع أساليب تمويل الاقتصاد, مبرزا الدور المتزايد الذي تضطلع به شركات رأس المال الاستثمار في تعبئة مصادر تمويل بديلة تكمل التمويلات البنكية.

## إدراج بنك التنمية المحلية في البورصة عملية إستراتيجية لرفع رأسمالها ودورها كحل تمويلي

أكد المدير العام لبورصة الجزائر، يزيد بن موهوب، يوم الأربعاء بمستغانم، أن إدراج بنك التنمية المحلية في البورصة يعد عملية إستراتيجية لرفع رأسمال البورصة من جهة وتعزيز دورها باعتبارها واحدة من أهم الحلول التمويلية للشركات.

وقال السيد بن موهوب، خلال لقاء إعلامي حول "فتح رأسمال بنك التنمية المحلية"، أن هذه المؤسسة المصرفية تعد ثاني بنك عمومي يدخل بورصة الجزائر بعد إدراج القرض الشعبي الجزائري في سنة 2024.

وستسمح هذه العملية، وفقا لذات المسؤول، برفع رأسمال البورصة، كما أنها تعزز دورها كواحدة من أهم الحلول التمويلية للشركات.

## اجتماع الحكومة: الاستماع إلى عروض تخص عدة قطاعات

ترأس الوزير الأول، السيد نذير العرباوي، اليوم الأربعاء، اجتماعا للحكومة خصص لدراسة الاطر التنظيمية والاستماع الى عروض تخص عدة قطاعات ذات الطابع الاجتماعي والاقتصادي، حسب ما أورده بيان لمصالح الوزير الأول، هذا نصه الكامل:

"ترأس الوزير الأول، السيد نذير العرباوي، اليوم الأربعاء 15 جانفي 2025، اجتماعا للحكومة، خصص لدراسة الاطار التنظيمي الخاص بإحصاء الثروات الغابية الوطنية ومختلف مخططات التنمية والتهيئة والتسيير الناتجة عنها، والتي من شأنها أن تسمح بضمان تسيير أفضل للثروة الغابية الوطنية واستغلالها بشكل مستدام، وذلك تنفيذاً لأحكام القانون 21-23 المتعلق بالغابات والثروة الغابية.



## وزارة المالية: اجتماع عمل حول نشاط رأس المال الاستثماري



ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الأربعاء، اجتماع عمل خصص لدراسة وضعية نشاط رأس المال الاستثماري في الجزائر وتحديد السبل الكفيلة بتعزيزه للاستجابة بشكل أفضل لاحتياجات تمويل الاقتصاد الوطني.

وضم هذا الاجتماع، وفقا لبيان للوزارة، المدراء العامین لشركات رأس المال الاستثماري والبنوك العمومية المساهمة في هذه الشركات، إلى جانب المدير العام للخزينة والمحاسبة.

وفي كلمته الافتتاحية، أكد وزير المالية على الأهمية “الإستراتيجية” التي توليها الحكومة لتحسين وتنوع أساليب تمويل الاقتصاد، مبرزاً الدور المتزايد الذي تضطلع به شركات رأس المال الاستثمار في تعبئة مصادر تمويل بديلة تكمل التمويلات البنكية.

## فايد: "الحكومة تعمل على تنويع أساليب تمويل الاقتصاد"

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم، على الأهمية الاستراتيجية التي تُوليها الحكومة لتحسين وتنوع أساليب تمويل الاقتصاد، حسب ما أفاد به بيان للوزارة .

فايد وخلال ترأس اجتماعًا لدراسة وضعية نشاط رأس المال الاستثماري في الجزائر وتحديد السبل الكفيلة بتعزيزه للاستجابة بشكل أفضل لاحتياجات تمويل الاقتصاد الوطني.

كما أبرز فايد الدور المتزايد الذي تضطلع به شركات رأس المال الاستثمار في تعبئة مصادر تمويل بديلة تكمل التمويلات البنكية.

# لأننا

## وزير المالية يترأس إجتماع عمل حول نشاط رأس المال الإستثماري

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الأربعاء، إجتماع عمل خصص لدراسة وضعية نشاط رأس المال الإستثماري في الجزائر وتحديد السبل الكفيلة بتعزيزه للإستجابة بشكل أفضل لإحتياجات تمويل الاقتصاد الوطني.

وضم هذا الإجتماع، وفقا لبيان للوزارة، المدراء العامين لشركات رأس المال الإستثماري والبنوك العمومية المساهمة في هذه الشركات، إلى جانب المدير العام للخزينة والمحاسبة.

وفي كلمته الإفتتاحية، أكد وزير المالية على الأهمية الاستراتيجية التي توليها الحكومة لتحسين وتنوع أساليب تمويل الاقتصاد، مبرزاً الدور المتزايد الذي تضطلع به شركات رأس المال الاستثمار في تعبئة مصادر تمويل بديلة تكمل التمويلات البنكية.



## وفق قرار مشترك بين وزارتي السكن والمالية سيصدر قريبا

### تخفيضات لأصحاب سكنات “عدل” خلال 2025.. وهذه شروطها

أعلن وزير المالية لعزیز فايد، قرب صدور القرار المشترك الذي يؤطر تطبيق المادة 101 من قانون المالية لسنة 2024، التي تمنح تخفيضا بنسبة 10 بالمائة لفائدة المستفيدين من السكن بصيغة البيع بالإيجار الذين دفعوا 25 بالمائة من قيمة السكن ويرغبون في تسديد المبلغ المتبقي دفعة واحدة قبل موعد الاستحقاق، وأكد الوزير أن القرار الوزاري المشترك بين وزارتي المالية والسكن بلغ مرحله النهائية للنشر في الجريدة الرسمية، مشيرا إلى أن تطبيق هذا الإجراء سيتم في أقصى تقدير خلال سنة 2025.



### إدراج بنك التنمية المحلية في البورصة عملية إستراتيجية لرفع رأسمالها ودورها كحل تمويلي

أكد المدير العام لبورصة الجزائر، يزيد بن موهوب، اليوم الأربعاء بمستغانم، أن إدراج بنك التنمية المحلية. في البورصة يعد عملية إستراتيجية لرفع رأسمال البورصة من جهة. وتعزيز دورها باعتبارها واحدة من أهم الحلول التمويلية للشركات. وقال بن موهوب، خلال لقاء إعلامي حول “فتح رأسمال بنك التنمية المحلية”. أن هذه المؤسسة المصرفية تعد ثاني بنك عمومي. يدخل بورصة الجزائر. بعد إدراج القرض الشعبي الجزائري في سنة 2024.



### دعا المستثمرين إلى استغلال فتح رأسمال بنك التنمية المحلية للتحوّل إلى مساهمين.. لالماس:

#### البورصة طريق لعصرنة القطاع المالي والتّقدي

أكد المدير العام لبنك التنمية المحلية يوسف لالماس، مساء أول أمس، بوههران، أن عملية فتح رأسمال البنك تدرج في إطار عصرنة القطاع المالي والتقدي مما يوفر للمستثمرين الوطنيين فرصة المشاركة في مسار العصرنة وتحسين خدمات هذه المؤسسة المصرفية.

## معالجة التعقيدات الجمركية والبنود المتعلقة بقواعد المنشأ.. البروفيسور دجليل لـ"المساء":

### مراجعة اتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي وفق الرؤية الاقتصادية الجديدة

أكد البروفيسور في الاقتصاد بالمركز الجامعي لنتييازة دجليل نور الدين أن مراجعة اتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي الضروري يستدعي رؤية اقتصادية شاملة ودقيقة حتى يكون أكثر إنصافا وملاءمة لمصالح الجزائر السيادية، مقترحا أهمية التفاوض على توسيعه ليشمل الاستثمار والشراكة للنهوض بالتصنيع بالجزائر بدل الاقتصار على التبادل التجاري.

وتمن دجليل في تصريح لـ"المساء"، أمس، قرار رئيس الجمهورية بإعادة النظر في هذا الاتفاق بعقده اجتماعا حول الموضوع أول أمس، حيث أوضح أن جعل الاتفاق أكثر فعالية يتطلب إرادة سياسية قوية ومفاوضات تستند إلى رؤية اقتصادية واضحة، من أجل تحويل العلاقة مع الاتحاد الأوروبي من علاقة غير متوازنة ظلت الكفة فيها مائلة لصالح الاتحاد الأوروبي على حساب الاقتصاد الجزائري إلى شراكة حقيقية تحقق مصالح الجزائر الاقتصادية والسيادية.

**ACCORD D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UE**

# Les raisons d'une révision

*Signé en 2002 et entré en vigueur en 2005, l'Accord d'association liant l'Algérie à l'Union européenne va être révisé pour rectifier les déséquilibres structurels que sa mise en œuvre a engendrés. Le bilan effectué ne laisse en effet pas de place au doute sur le véritable bénéficiaire de cet accord puisque les importations en provenance de l'UE dépassent largement les exportations algériennes hors hydrocarbures. Les investissements constituent également le talon d'Achille de cet accord qui a fait, mardi, l'objet d'une réunion présidée par le président de la République.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le processus en vue de la révision de l'Accord d'association avec l'Union européenne s'accélère. Le président de la République vient de présider une réunion consacrée au suivi de l'état d'avancement des préparatifs en prévision de ladite révision de l'accord, ce qui sous-entend un début imminent de la phase de renégociation de l'accord, comme l'avait annoncé Abdelmadjid Tebboune en octobre dernier. À l'occasion de l'entrevue accordée aux médias, le président de la République avait en effet fixé 2025 comme échéance pour une révision qu'il avait qualifié de «nécessaire» plaidant pour un processus mené «avec souplesse et dans un esprit amical sans entrer en conflit». Qu'est-ce qui justifie une telle décision ? Tebboune répondait que «l'accord avec l'Union européenne a été conclu à une époque où l'Algérie était bien différente de

celle d'aujourd'hui. A l'époque, la contribution de l'industrie au revenu national ne dépassait guère 3% et nous importions des produits agricoles sans en exporter. En d'autres termes, l'Algérie d'alors n'avait pas de capacités d'exportation, la donne a changé, l'Algérie produisant et exportant désormais une grande variété de produits manufacturés, électroménagers et autres». Le constat d'échec est en effet établi depuis plusieurs années déjà. Chiffres à l'appui, l'Accord d'association s'est avéré défavorable à l'Algérie puisque les exportations algériennes vers l'UE, n'ont jamais pu égaler les importations massives en provenance d'Europe. Les chiffres sont sans appel : entre 2005 et 2015, les exportations algériennes hors hydrocarbures n'ont pas dépassé les 14 milliards de dollars au moment où les importations en provenance de l'UE ont atteint 220 milliards de dollars



Photos : DR

**L'Accord d'association liant l'Algérie à l'Union européenne va être révisé.**

sans parler de l'impact sur les recettes fiscales de l'Algérie, qui a perdu plus de 700 milliards de dinars en droits de douane durant cette même période. En effet, l'accord stipulant un démantèlement tarifaire progressif, l'Algérie a dû ouvrir son marché aux produits venus d'Europe sans pouvoir profiter du principe de réciprocité en raison de l'état de l'économie qui n'était pas, à l'époque, en mesure de placer des produits concurrentiels. Résultat : les entreprises algériennes se sont heurtées aux barrières des normes imposées et le marché européen leur était inaccessible. Au fil des années,

l'investissement et le transfert de technologie dont devait bénéficier l'Algérie s'est avéré trop léger sur la balance qui a penché vers les inconvénients plus que vers les avantages. Le ministre des Affaires étrangères le rappelait, il y a tout juste quelques jours. Ahmed Attaf affirme en effet que «l'accord est désavantageux pour l'Algérie et très dommageable pour son économie». Un constat qui fait l'unanimité et qui conforte l'Algérie dans sa quête d'un accord plus équitable, basé sur les nouvelles données de son économie.

N. I.

**BRAHIM GUENDOZI, ÉCONOMISTE, AU SOIR D'ALGÉRIE,  
À PROPOS DE L'ACCORD D'ASSOCIATION :**

## «Les changements géopolitiques renforcent la nécessité d'opérer des ajustements»

Entretien réalisé par Karim Aimeur

**Le Soir d'Algérie :** Le chef de l'Etat a présidé une rencontre sur la révision de l'Accord d'association avec l'UE. L'Algérie critique depuis de longues années cet accord. Peut-on affirmer que l'heure de la révision a sonné, d'autant plus que les autorités algériennes l'ont déjà annoncée pour 2025 ?

**Brahim Guendouzi :** L'Algérie accorde un grand intérêt à la révision de l'Accord d'association avec l'UE, comme c'est d'ailleurs le cas pour cette dernière, au vu des évolutions majeures qui ont caractérisé les économies nationales des parties prenantes. Aussi, l'Accord n'étant pas figé dans le temps, sa révision s'avère opportune pour explorer de nouveaux domaines de coopération et de partenariat. D'autant plus que la plupart des pays membres de l'UE, évoluent aujourd'hui dans un environnement incertain, exacerbé par un fort endettement interne, les amenant à reconsidérer leur positionnement sur de nombreuses questions économiques. Les changements géopolitiques qui s'opèrent actuellement dans le monde, renforcent justement cette nécessité d'opérer des ajustements. L'essentiel réside dans la vision novatrice à insuffler à l'Accord afin d'inscrire le partenariat économique voulu dans des perspectives communes à moyen et long terme, propres à l'espace euro-méditerranéen, devenu par la force des choses, sensible aux mutations économiques mondiales.

**L'accord, de l'avis même des Européens, est défavorable à l'Algérie. Quelles sont les conditions qui ont créé le déséquilibre ?**

Dès le début de la mise en application de l'Accord d'association en septembre 2005, l'économie algérienne s'est vue prendre un autre virage profitant de la hausse des cours du pétrole plus la consolidation du niveau des réserves de change. Ainsi, l'acte d'importer l'a emporté sur celui d'investir dans la production.



La loi de finances complémentaire 2009 a contribué à ce processus par les restrictions imposées aux investisseurs étrangers (règle 51/49, droit de préemption, balance devise excédentaire, etc.). L'Algérie s'est retrouvée dans un processus qui pénalise son économie, soit une forte hausse des importations, des exportations hors hydrocarbures marginales et des flux d'IDE faibles. Il en est de même du contexte spécifique dans lequel la signature de l'Accord a eu lieu en 2002, coïncidait avec la fragilité de l'économie nationale qui venait de sortir du contraignant programme d'ajustement structurel passé avec le FMI ainsi que des cours bas du pétrole brut. La conjugaison de ces différents aspects a donné lieu au résultat que l'on connaît et l'on se retrouve aujourd'hui difficilement dans un processus de révision qui risque de s'avérer complexe à mener.

**Comment rétablir l'équilibre des relations et des échanges commerciaux entre les deux parties ?**

Le constat réalisé porte sur les déséquilibres flagrants qui ressortent des échanges

commerciaux au détriment de l'économie nationale, des difficultés d'accès des produits algériens aux marchés européens et de la faiblesse des flux d'IDE à destination de l'Algérie. En premier lieu, les négociateurs algériens auront à cristalliser sur le plan procédural la nouvelle orientation de l'Algérie à développer ses exportations hors hydrocarbures et donc à permettre aux opérateurs économiques nationaux de placer leurs produits sur les marchés européens, lesquels sont hyper protégés par une batterie de normes techniques et sanitaires. En second lieu, développer l'attractivité de l'économie nationale pour les investisseurs européens en mettant en relief les avancées sur le plan juridique et du climat des affaires en faveur des porteurs de projets. D'autant plus que la nouvelle loi n° 22-18, relative à l'investissement, offre aux investisseurs, nationaux et étrangers, des garanties, de la transparence, de la célérité dans le traitement des dossiers liés aux projets soumis ainsi que plusieurs catégories d'incitations et avantages.

**Quels sont les nouveaux éléments à prendre en compte dans les nouvelles négociations qui s'annoncent ?**

De par son positionnement géopolitique et en tant que fournisseur d'énergie de premier plan, l'Algérie demeure un partenaire privilégié de l'Union européenne. Chaque partie aura à faire des propositions sur ce qu'il y a lieu de revoir de part et d'autre, mais aussi ce qu'il faut garder et consolider en tenant compte de l'expérience passée. L'approfondissement de la coopération économique et financière à d'autres domaines comme la transition énergétique et le changement climatique, les investissements directs étrangers (IDE), l'intelligence artificielle, la cybersécurité, la formation du capital humain, etc., sont autant d'axes à développer par les négociateurs qui auront à mener ce grand chantier de la révision vers des solutions concrètes dans un esprit win - win.

K. A.



## Un accord digne d'intérêt ou rien !

**L'**accord d'association algéro-européen en vigueur depuis 20 ans maintenant a provoqué une véritable saignée à l'économie nationale. Sans exagérer, ce partenariat n'avait de sens que le nom. Ce sont les chiffres qui le disent. Le bilan de la première décennie de cette association était le suivant : l'Algérie exportait pour seulement 1 dollars contre 10 dollars importés. En termes de valeur, les partenaires du Nord nous ont vendu pour l'équivalent de 195 milliards de dollars contre l'achat de seulement 12,3 milliards. Que des responsables politiques français viennent, en 2025, pérorer, dans une tentative désespérée de nous mettre la pression, que l'UE « doit arrêter d'aider l'Algérie », nous les renvoyons à l'argumentaire solide de l'Agence de

presse nationale (De quelle aide au développement parle-t-on ?) pour qu'ils sachent, une bonne fois pour toute, que l'Europe et encore moins la France, ne font rien pour nos beaux yeux ! Pour reprendre notre sujet, vous voyez bien qu'à la lumière des chiffres établis, l'écart des échanges entre l'Algérie et l'UE est abyssal. Pour preuve, et jusqu'à quelques années en arrière, la balance commerciale avait souvent accusé un déficit. Et pourquoi donc nos anciens dirigeants ont laissé les choses trainer malgré les dégâts occasionnés à notre économie ? Il faut rappeler qu'à l'époque de la « rente pétrolière », ceux qui s'en mettaient plein les poches travaillaient contre les intérêts de leur pays. Après 2019, c'est une autre Algérie, celle avec laquelle les Européens se doivent de traiter différemment. « Autre temps, autre mœurs », les choses ont changé, beaucoup

même. D'ailleurs, l'annonce faite, octobre 2024, par le président Abdelmadjid Tebboune sur la révision de cet accord courant de l'année d'après, a fait bondir les lobbies de l'exportation qui voient en le marché algérien un bric-à-brac à toutes sortes de gadgets européens. Qu'ils sachent que l'économie de bazar est morte avec la mort de l'ère de la gabegie.

Après une série de coups de bluff, Bruxelles s'est rétractée pour dire qu'elle voudrait, quand même, engager « un dialogue constructif avec l'Algérie ». Par ailleurs, le chef de la diplomatie nationale, Ahmed Attaf, avait si bien décrit la situation ; que l'Algérie ne va plus continuer à trainer cet accord comme « un boulet attaché au pied de son économie ». Aujourd'hui, on veut un accord respectueux du principe gagnant-gagnant. Pour ce faire, il y a lieu d'éplucher le texte clause par clause à l'effet de dégager ce qui va, pour l'un comme pour l'autre partenaire, et ce qui ne va pas. Les négociations risquent d'être longues et serrées. Tant mieux, car l'Algérie défendra ses intérêts jusqu'au bout !

*Farid Guellil*

## في سياق عصرنة القطاع المالي والنقدي

# بنك التنمية المحلية يفتح رأسماله

أكد المدير العام لبنك التنمية المحلية، يوسف لاماس، أن عملية فتح رأسمال البنك تندرج في إطار عصرنة القطاع المالي والنقدي، مما يوفر للمستثمرين الوطنيين فرصة المشاركة في مسار العصرنة وتحسين خدمات هذه المؤسسة المصرفية.

### حفيظ صوالي



● أوضح المسؤول ذاته على هامش لقاء ترويجي خاص بهذه العملية بحضور فاعلين اقتصاديين بوهران، أن فتح رأس مال بنك التنمية المحلية الذي سيدخل حيز التنفيذ ابتداء من 20 جانفي 2025 "جاء استجابة لتوجيهات السلطات العمومية، التي تنص على تنفيذ إصلاحات هيكلية في قطاع المالية، وفقا للقانون النقدي والمصرفي وقانون المالية لسنة 2025، التي تتمحور أساسا حول الرقمنة والابتكار المالي والحوكمة".

كما تهدف العملية التي تتمثل في بيع 44.2 مليون سهم جديد، تمثل 30 بالمائة من رأسمال هذا البنك أيضا، إلى تعزيز الائتمان وتوسيع رقعة الشمول المالي في الجزائر لتحقيق التطور المستدام والشامل، وفقا للسيد لاماس. وتأتي العملية أيضا - حسب - "في صلب هذه الجهود الترابية إلى النهوض بالقطاع المصرفي الجزائري، وجعل البنوك فاعلا رئيسيا في تمويل الاقتصاد الوطني، مما سيعزز المكانة المالية للبنك ويجعل منها داعما أساسيا لحركة رؤوس الأموال". وستتيح هذه الخطوة تعزيز المكانة المالية لبنك التنمية المحلية، مما يمكنه من تمويل المزيد من المشاريع الطموحة، وسيسمح ذلك برفع رأسماله من 103 مليار دينار جزائري إلى 147 مليار دينار جزائري، وفق المتحدث ذاته.

وأضاف قائلا "رؤيتنا اليوم كبنك وطني يمضي بخطى ثابتة نحو الدخول في البورصة، هي العمل على المساهمة وبفعالية في تطوير القطاع المصرفي، وبالتالي خدمة التنمية الاقتصادية الشاملة والمستدامة للوطن، داعيا المستثمرين والمتعاملين الاقتصاديين في الصدد ذاته، إلى اغتنم هذه الفرصة التي ستسمح لهم بالدخول في شراكة إستراتيجية مع بنك وطني يعطي مكانته في الساحة الوطنية.

من جانبه، أبرز المدير العام لبورصة الجزائر، يزيد بن موهوب، أن عملية فتح رأسمال بنك التنمية المحلية تعد الثانية

2025، حيث سيتم طرح 44.2 مليون سهم جديد للبيع بسعر 1400 دج للسهم الواحد، ما يمثل 30٪ من رأس مال البنك. وتهدف هذه العملية إلى زيادة رأس مال البنك من 103.2 مليار دج إلى 147.4 مليار دج، مما يعزز قدراته التمويلية ويدعم تطوير القطاع المصرفي في الجزائر.

وستفتح فترة الاكتتاب من 20 جانفي إلى 20 فيفري 2025، حيث يمكن للمواطنين والمستثمرين الاكتتاب عبر وكالات بنك التنمية المحلية أو من خلال الوسطاء الماليين، بما في ذلك القرض الشعبي الجزائري، والصندوق الوطني للتوفير والاحتياط، والبنك الخارجي الجزائري، وبنك الفلاحة والتنمية الريفية، والبنك الوطني الجزائري، وسوسيتي جنرال الجزائر، بالإضافة إلى منصتي "آل ماركس" و"انفست ماركس".

وتأتي هذه الخطوة في إطار جهود السلطات العمومية لتنفيذ إصلاحات هيكلية في القطاع المالي، تهدف إلى تعزيز الشمول المالي وتحسين جودة الخدمات المصرفية، مما يساهم في تحقيق التنمية الاقتصادية المستدامة في الجزائر.

لبنك عمومي بعد تلك التي مست القرض الشعبي الجزائري سنة 2024، التي تعد أكبر عملية اكتتاب على مستوى إفريقيا بمقدار 112 مليار دينار جزائري.

ويفتح رأسمال بنك التنمية المحلية، ستصبح لهذه المؤسسة المصرفية قدرات تمويلية للمشاريع بزيادة تقدر بـ30 بالمائة، وفقا للمسؤول ذاته الذي أعرب عن ثقته في نجاح العملية.

من جانبه، أكد ممثل مجمع تقنيات الإعلام والاتصال "ستيك للاستشارات"، شيخي محمد العربي؛ أن هذه العملية تعد "خطوة هامة في تعزيز القطاع المالي الجزائري". وابتغائه متعاملا شريكا، قدم المجمع خبراته لدعم هذه المبادرة الاستراتيجية، كما سيواصل تقديم الحلول المخصصة والدعم القوي لدعم المشاريع الكبرى للمؤسسات الوطنية، كما تم تقديم خلال هذا اللقاء عدة مداخلات حول الرؤية الاستراتيجية للبنك وأفاق نشاطاته وأدائه المالي وطرق الاشتراك في الأسهم وعرض الآليات والفرص المتاحة في السوق المالي. ويشار إلى أن بنك التنمية المحلية، أعلن عن فتح رأس ماله ابتداء من 20 جانفي



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger